

## Quand la Chine fait disparaître

**Droits humains** ▶ «La Chine a recours aux disparitions forcées à large échelle et de façon systématique pour réprimer toute forme de dissidence», assure le Service international pour les droits de l'homme (SIDH), basé à Genève. A l'occasion de la Journée internationale des victimes de disparitions forcées, qui a lieu aujourd'hui, l'ONG appelle la Chine à renoncer à cette pratique et à respecter la Convention des Nations Unies qui l'interdit, même si la Chine ne l'a pas signée. Elle lance, en partenariat avec Safeguard Defenders, le Congrès Ouïghour mondial<sup>1</sup>, the Tibet Network et China Human Rights Lawyers Concern Group, une campagne mondiale sur ce sujet (#StopDisappearances).

Selon ces ONG, des centaines de dissidents, d'activistes, mais aussi de membres de minorités ethniques ou encore de toxicomanes sont depuis longtemps enlevés et détenus en Chine dans des bâtiments inconnus et non officiels appelés «prisons noires». Souvent, l'Etat ne reconnaît pas ces arrestations, les prisonniers n'ont pas accès à un avocat et leurs familles ne sont pas informées de leur sort. D'où le terme de «disparitions». «Ces situations placent l'individu en-dehors de toute protection de la loi, ce qui entraîne d'autres risques de violation de ses droits, notamment torture et traitements cruels, inhumains ou dégradants», indique le SIDH.

Si le nombre exact de cas n'est pas connu – en raison des

difficultés d'enquêter et des restrictions aux libertés – les ONG mentionnent plusieurs cas particuliers. Dernier en date, le militant Fu Changguo, membre d'une ONG à Shenzhen, a été porté disparu après un raid de la police le 27 juillet dernier. Il soutenait les travailleurs de l'usine Jasic Technology, dont beaucoup ont été arrêtés en 2018 pour avoir tenté de créer un syndicat indépendant<sup>2</sup>.

Le 22 juillet, trois activistes luttant contre la discrimination et les droits liés à la santé, Cheng Yuan, Liu Yongze et Wuge Jianxiong, ont été arrêtés et placés au secret. Connus comme «les trois de Changsha», ils font partie de Changsha Funeng, une organisation locale de terrain qui soutenait des popula-

tions vulnérables, comme les personnes en situation de handicap», précise le Service international pour les droits de l'homme.

Ces dernières années, les autorités chinoises ont adopté différentes lois pour légaliser ces pratiques. Il s'agit d'abord du système de «surveillance résidentielle dans un lieu désigné» (SRLD), un régime spécial de détention au secret d'une durée maximale de six mois, en dehors de toute procédure judiciaire. Une autre législation adoptée en 2018 concerne en particulier les membres du parti et les fonctionnaires: elle donne à un nouvel organe, la Commission de supervision nationale, le pouvoir de détenir sans recours à la justice qui-

conque exerce une autorité publique, en vertu de ce nouveau système appelé *liuzhi*. En octobre dernier, informe Human Rights Watch, Meng Hongwei, président d'Interpol et le vice-ministre de la sécurité publique a «disparu» à son retour de l'étranger sous ce régime.

Les ONG appellent le gouvernement chinois à libérer immédiatement et sans condition toutes les personnes disparues ou détenues au secret et à fermer définitivement les lieux de détention secrets et extrajudiciaires. **CHRISTOPHE KOESSLER**

<sup>1</sup>Lire notre interview de Dolkun Isa, président de l'organisation faitière de la diaspora ouïghoure, dans notre édition du 26 août dernier.

<sup>2</sup>Lire aussi *Le Courrier* du 20 novembre dernier.

**FRANCE**  
**MILITANTS DE GÉNÉRATION IDENTITAIRE CONDAMNÉS**  
Le tribunal correctionnel de Gap a prononcé jeudi des peines de six mois de prison ferme contre trois responsables de Génération identitaire. Des actions antimilitaristes avaient été menées sur la frontière franco-italienne par cette association d'extrême-droite en 2018. L'association est, elle, condamnée à l'amende maximale de 75 000 euros. Les prévenus étaient poursuivis pénalement pour des «activités exercées dans des conditions de nature à créer dans l'esprit du public une confusion avec l'exercice d'une fonction publique». **ATS**

Dans une vidéo, des cadres historiques des FARC se disent «obligés de retourner dans le maquis». Le parti issu de la guérilla prend ses distances et redit son engagement dans le processus de paix

## Les FARC 2, le retour

BENITO PEREZ

**Colombie** ▶ Les FARC en voie de refondation? L'annonce a été faite par l'ancien numéro 2 de la guérilla communiste dans une vidéo postée dans la nuit de mercredi à jeudi. Iván Márquez, repassé dans la clandestinité il y a tout juste un an, y apparaît entouré d'une vingtaine d'hommes et de femmes en armes. L'ancien négociateur de l'accord de paix, en rupture depuis ce printemps avec la direction du parti légalisé «la FARC» (Force alternative révolutionnaire du commun), est entouré de plusieurs cadres de l'ex-guérilla, dont Jesus Santrich et El Paisa. Un manifeste, un nouveau site internet et une doctrine d'action revisitée viennent accompagner ce réarmement de la dissidence politique. Une voie militaire rendue inévitable, selon l'ancien responsable international des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC), par la «trahison» par l'Etat des accords de paix de 2016.

«Depuis la signature de l'accord et le désarmement ingénu de la guérilla sans contrepartie, la tuerie n'a pas cessé. En deux ans, plus de 500 leaders du mouvement social ont été assassinés et on compte déjà 150 guérilleros morts dans l'indifférence et l'indolence de l'Etat», dénonce le manifeste intitulé «Une nouvelle étape de lutte pour réveiller les consciences», lu devant la caméra par Iván Márquez. Celui-ci pointe également les poursuites engagées contre des démobilisés, dont Jesus Santrich, par les justices colombienne et étasunienne, alors que l'accord de paix prévoyait que ceux-ci bénéficient de la «justice de paix» (JEP), une instance transitionnelle destinée à faire la lumière sur le conflit, reconnaître les victimes et limiter les peines contre les anciens belligérants.

### FARC contre FARC

Si elle partage ces critiques, «la FARC» a redit jeudi son engagement dans la voie civile. «Plus de 90% des ex-guérilleros demeurent fidèles au processus de paix», a réagi sur Twitter le chef de la FARC, Rodrigo Londoño, qui, comme le sénateur Carlos Antonio Lozada, pense que «la lutte armée n'a plus sa place dans la réalité colombienne d'aujourd'hui».

La distanciation entre anciens camarades pourrait très bientôt se cristalliser par un changement de nom, la



Devant la caméra, Iván Márquez annonce «une nouvelle étape de lutte pour réveiller les consciences». CAPTURE D'ÉCRAN

FARC devenant Nueva Colombia, selon un projet à l'étude.

A contrario, en invoquant une «nouvelle Marquetalia» – du nom de la zone paysanne autonome qui vit la fondation des FARC en 1964 – et en invoquant Manuel Marulanda, son leader historique mort en 2008, Márquez a voulu asseoir une légitimité historique

encore fragile, tant la plupart des démobilisés sont peu suspects de vouloir reprendre les armes. De fait, seul une dizaine de commandants des ex-FARC ont pris leurs distances avec le processus de paix, selon l'ONG Fondation paix et réconciliation (PARES).

Quant à l'armement qui serait à disposition, le mystère est total. Sur le film

des nouvelles FARC, seuls quelques fusils automatiques et pistolets sont visibles.

### Quid des dissidences armées?

Reste que la situation, sécuritaire et économique, sur les anciennes terres de la guérilla est le plus souvent mauvaise et que les nouvelles FARC pourrait trouver un terrain propice au recrutement. L'inconnue réside dans l'attitude des groupes dissidents des FARC qui avaient refusé de désarmer et se montrent de plus en plus actifs, dans le Nariño, l'Arauca, le Chocó, le Cauca et Norte Santander.

Selon Ariel Avila, de la fondation PARES, qui alertait mercredi des risques de reformation de la guérilla, Iván Márquez serait demeuré «très proche» de ces «dissidences armées» avec lesquelles une rencontre aurait eu lieu en mai dans l'Arauca. Concrètement, un ralliement de ces factions garantirait un noyau de plus de 2000 hommes en armes, implantés dans quelque 8% des municipalités du pays.

### Renouveau stratégique

Pour autant, ces groupes, souvent à la frontière entre le politique et la délinquance, devraient se rallier au positionnement stratégique des nouvelles

FARC, qui affirment rejeter certaines méthodes du passé, comme les prises d'otage ou l'attaque de policiers et de militaires.

L'organisation assure qu'elle ne combattra que «l'oligarchie» et n'imposera «d'impôt» qu'aux «économies illégales et aux multinationales qui saccagent nos richesses», tout en se disant ouverte au «dialogue» avec la bourgeoisie. «La nouvelle modalité opérationnelle reconnaîtra l'Etat. Nous ne répondrons qu'aux attaques. Nous n'allons pas continuer à nous tuer entre frères de classe pour qu'une oligarchie éhontée continue à manipuler notre destin.»

Dans ce contexte, la jungle ne devrait plus être la base d'une conquête militaire du pays, mais un réduit permettant de conduire des opérations politiques vers l'ensemble du pays. Et militaires, donc, mais en ciblant les centres de pouvoir économique, que les dissidents des FARC accusent d'avoir saboté la paix.

### Avec l'ELN

Une coordination avec l'autre guérilla existante, l'ELN, aux méthodes plus classiques et expéditives, est toutefois annoncée de part et d'autres. Selon des sources progouvernementales, dissidents FARC et ELN auraient pu se concerter au Venezuela voisin et à Cuba. Caracas, qui avait fortement appuyé les négociations de paix tenues entre 2012 et 2016 à La Havane, avait récemment offert l'asile aux ex-guérilleros colombiens menacés par la justice et les paramilitaires.

De fait, l'affaiblissement des alliés historiques des FARC en Amérique latine, et en particulier dans la région, constitue l'une des hypothèses principales de cette refondation. Equateur, Pérou, Brésil sont dirigés par des gouvernements amis de l'axe Washington-Bogota. Dans ce contexte, comment quelques centaines de guérilleros, certains plutôt âgés, pourront-ils résister aux immenses moyens technologiques et militaires à disposition du président Iván Duque? La question est d'autant plus aigüe que les FARC avaient subi plusieurs défaites cuisantes à la fin de la décennie précédente, peu avant le déclenchement du processus de paix, alors qu'elles disposaient à ce moment-là d'au moins 7000 hommes aguerris. |

<sup>1</sup> Des chiffres proches de ceux des ONG.